Les prisonniers rentrent

Voici que viennent de s'ouvrir, grâce aux formidables avances russes et américaines, les portes de quelques camps. Voici que, par terre, par mer ou par avion, les prisonniers rentrent à un rythme imprévu. Ils arrivent en masses si importantes que les centres d'accueil frontaliers ont été dans l'incapacité, à cause de l'insuffisance des moyens de transport ferroviaires, de les répartir en convois par distinction d'origine et que les rapatriés sont presque tous dirigés sur Paris, devenu ainsi centre de transit. Le problème de l'accueil des prisonniers, de leur nourriture, de leur hébergement a donc pris, subitement, une importance formidable et ce n'est pas médire que d'affirmer à quel point les services prévus se sont trouvés débordés.

Dans la séance de l'Assemblée municipale de la Ville de Paris, du 29 mars 1945, Raymond Bossus, rapporteur d'une proposition de la Commission mixte des prisonniers, se plaint de la carence du Ministère des Prisonniers et des autorités officielles départementales qui devaient prendre en charge la réception des rapatriés. Il souligne le fait que le Ministère incriminé dispose de fonds – 24 milliards – mais que «pas un sou» n'a été alloué aux municipalités de Paris et de banlieue. Il trouve cet état de choses d'autant plus scandaleux que ce sont des organisations privées, la plupart issue de la générosité du peuple de Paris, des «personnes bénévoles», des «travailleurs qui prennent sur leur repos le temps nécessaire», qui assurent en partie les collectes d'argent, de vivres, de denrées distribués aux arrivants (dans le 20^e arrondissement, des pâtes, des pommes de terre, du vin, 199.605 F., ont été recueillis, témoignant de la solidarité populaire) et l'organisation de nombreux centres d'accueil. Depuis, la situation s'est améliorée, avec l'aménagement du grand hall de la gare d'Orsay; mais soulignons que c'est sous la plus pressante nécessité, dans une atmosphère d'extrême

urgence, grâce au dévouement de 400 ouvriers dont certains ont accompli des journées de travail de 15 heures consécutives. (Mme Lefauchaux, Assemblée départementale du 10 avril 1945.)

Le directeur départemental des prisonniers et déportés, alléguant que les organisations privées sont «les plus capables de créer l'ambiance de camaraderie nécessaire», essaie bien de se disculper; l'importance de l'accueil réservé à ceux qu'il nomme «nos chers absents ne lui échappe pas; c'est, dit-il, une question de confiance ou de méfiance à l'égard du gouvernement de la République française et une question d'importance sociale et nationale.

Et qu'appelle-t-il créer un «climat de confiance»? C'est la présence du ministre ou de son représentant à l'arrivée du train (il ne nous dit pas que le train stationne parfois à quelques centaines de mètres de la gare jusqu'à l'arrivée de la voiture officielle!). Ce sont les honneurs rendus (quelle que soit l'heure, de jour et de la nuit, quel que soit le retard imprévu du train) et codifiés, s'il vous plaît: un piquet de troupe pour 50 rapatriés, «Marseillaise» pour plus de 100 hommes, transport aux centres d'accueil et la triple formalité des contrôles d'identité, médical et financier, puis remise à chacun de tabac, cigarettes, 1.000 F., et colis de 3 kgs.

L'aide matérielle, immédiate, est une face importante de la question, mais ce n'est pas le côté essentiel.

Nous voyons déjà (et d'aveu officiel!) qu'elle n'est pas exempte de calcul politique. Outre que les mesures prises sont de réalisation imparfaite, qu'elles ont été et sont encore, dans certains cas, une charge et un effort pour une fraction généreuse, mais pauvre et déprimée, de la population, elles sont des mesures de sagesse méfiante, de prudence, de préservation patriotique, sanitaire, financière, et ne sauraient donc engager l'attitude à venir, ni la reconnaissance des rapatriés. Ce n'est pas être cynique que de le souligner au passage et de replacer les faits et gestes du

gouvernement et des administrations sur leur vrai terrain, qui n'est pas celui du sentiment.

M. Bossus réclame «quelque chose de plus substantiel, de plus réel, de plus pratique, que les cérémonies d'accueil». Les nommer ainsi, c'est dire assez qu'elles n'accompagnent pas bien loin le rapatrié sur le chemin de son retour à la vie normale. C'est approcher du fond de cette question, qui est avant tout d'ordre psychologique et humain. M. Turpin de Morel, lui aussi, fait allusion à sa portée morale quand il rappelle à l'Assemblée municipale sa responsabilité engagée, non seulement devant la nation, mais devant l'histoire. «Nous sommes comptables, dit-il, vis-à-vis de nos consciences.»

Les prisonniers rentrent, après avoir souffert physiquement et moralement, après avoir vécu sous le signe de l'attente, avec une psychologie particulière aux camps, à mi-chemin entre le passé et l'avenir. Nous, libertaires, passionnés de notre idéal, qui luttons, souffrons pour que l'humanité soit libérée de toutes les prisons, nous compatissons aux souffrances qu'ils ont endurées derrière les barbelés et voudrions les voir s'engager dans la voie d'une libération plus totale. Or, de cruelles désillusions les attendent dans ce domaine. Ils ont d'avance idéalisé leur retour et, pourtant, ils vont se trouver aux prises avec une réalité qui ne fut jamais si dure: des morts, des ruines, des vieillissements, des changements dans les situations, les idées, les sentiments. Au lieu de reprendre une ancienne place dans un monde familier, ils devront s'adapter à un monde qui les étonne, s'y intégrer économiquement, politiquement, socialement. Dès la frontière, ils s'étonnent des prix du vin, des vêtements, des tarifs de chemin de fer, des destructions, du rationnement. Ils apprennent déjà qu'ils ne seront remboursés de leurs marks que jusqu'à concurrence de 2.000 fr. Sans doute l'inquiétude les saisira-t-elle bientôt, et c'est alors que, déprimés, ils pourront devenir la proie des propagandes politiciennes. Puissent-ils alors se rappeler que, s'ils sont aujourd'hui à

l'honneur, ils furent en juin 40 une masse bernée, insultée pour sa lâcheté, bien qu'elle fut offerte avec ses vieux fusils aux tanks et aux avions d'Hitler.

Puissent-ils avoir l'horreur des troupeaux humains et de la guerre.

Puissent-ils avoir compris l'origine de leurs souffrances, compris qu'Hitler ne fut qu'un épouvantail épisodique, que le vrai fléau est le capitalisme mondial.

Puissent-ils se rendre compte que malgré les attentions dont ils sont l'objet, ils reprennent leur place dans une classe encore asservie et que, seule, la révolte courageuse des opprimés du monde entier évitera à leurs enfants la tragédie qui a broyé leur vie.